

# KALLISTE REVISION COMPTABLE

**Société de Commissaires aux Comptes**

Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes d'Aix-Bastia

Agréée près la Cour d'Appel de Bastia

**ADUNITI  
ASSOCIATION LOI DE 1901  
Immeuble Le Vinci  
5, Rue Jean Pierre Gaffory  
20600 - BASTIA**

---

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
STATUANT SUR LES COMPTES  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

---

**Siège Social :**

Parc technologique de Bastia, Z.A.E. d'Erbajolo - 20600 BASTIA

☎ 04 95 30 18 60 ~ Fax 04 95 33 68 50Z

Mail : [krc@kalliste-fiduciaire.com](mailto:krc@kalliste-fiduciaire.com)

SARL au Capital de 100 000 €uros - Siret 343 744 991 00039 - APE 6920Z  
Numéro de TVA Intracommunautaire FR49343744991

**ADUNITI  
ASSOCIATION LOI DE 1901  
Immeuble Le Vinci  
5, Rue Jean Pierre Gaffory  
20600 - BASTIA**

---

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
STATUANT SUR LES COMPTES  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

Mesdames,  
Messieurs les Membres,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## **Observations**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels (cf. le paragraphe intitulé « Méthode générale » dans la partie « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe).

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons procédé, en particulier, lors de nos travaux, à l'analyse des produits et des charges de fonctionnement parmi lesquelles figurent les mises à disposition de personnel.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou

résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bastia, le 1<sup>er</sup> juin 2026

**Pour la SARL KALLISTE REVISION COMPTABLE**

**Le Gérant  
Paul FLACH**



**Association ADUNITI**

Numéro Siret : 84919589600014

4 COURS PIERANGELI

20200 BASTIA

**COMPTES ANNUELS**

du 01/01/2025 au 31/12/2025



## Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques,mat. et outillage indus.	142 205	105 836	36 369	41 411
	Autres immobilisations corporelles				
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	15 623		15 623	15 629
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>157 828</b>	<b>105 836</b>	<b>51 992</b>	<b>57 040</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	275		275	
	<b>CREANCES (2)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
TOTAL ACTIF (I à VII)	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	121 196		121 196	110 497
	Charges constatées d'avance	6 218		6 218	3 356
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
	<b>Instruments financiers et jetons détenus</b>				
	<b>Disponibilités</b>	348 619		348 619	163 580
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>476 309</b>		<b>476 309</b>	<b>277 434</b>
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	<b>TOTAL ACTIF (I à VII)</b>	<b>634 137</b>	<b>105 836</b>	<b>528 301</b>	<b>334 474</b>
		(1) dont immobilisations financières à moins d'un an			15 623
		(2) dont créances à plus d'un an			15 629

# Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	227 504	227 504
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	(36 137)	(24 417)
	Excédent ou déficit de l'exercice	173 856	(11 719)
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>365 223</b>	<b>191 367</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>365 223</b>	<b>191 367</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	18 997	17 033
	<b>Total des provisions</b>	<b>18 997</b>	<b>17 033</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 930	30 356
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	48 949	44 134
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	70 202	51 583
	Produits constatés d'avance (1)		
	<b>Total des dettes</b>	<b>144 081</b>	<b>126 074</b>
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>528 301</b>	<b>334 474</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		173 855,74	(11 719,09)
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		144 081	126 074
(2) Dont emprunts participatifs			



## Compte de Résultat 1/2

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	2 992	2 794
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	666	
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	1 325 364	1 060 837
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		10 624
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	3 140	10
Total des produits d'exploitation		1 332 161	1 074 265
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	862 971	783 892
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	10 060	15 316
	Salaires	194 777	192 288
	Cotisations sociales	75 185	70 583
	Dotation aux amortissements et dépréciations	14 911	21 575
	Dotation aux provisions	1 964	1 162
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	18	4
Total des charges d'exploitation		1 159 885	1 084 820
RESULTAT D'EXPLOITATION		172 275	(10 555)

## Compte de Résultat 2/2

		31/12/2025	31/12/2024
Règlement ANC 2022-06			
RESULTAT D'EXPLOITATION		172 275	(10 555)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 769	2 056
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		1 769	2 056
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		20
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			20
RESULTAT FINANCIER		1 769	2 036
RESULTAT COURANT avant impôts		174 045	(8 519)
	Produits exceptionnels		397
	Charges exceptionnelles	189	3 597
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(189)	(3 200)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 333 930	1 076 718
TOTAL DES CHARGES		1 160 074	1 088 437
EXCEDENT ou DEFICIT		173 856	(11 719)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

## Annexe au Bilan

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **528 301** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
  - un total produits de **1 333 930** euros
  - un total charges de **1 160 074** euros
  - dégage un résultat de **173 856** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2025**
- finit le **31/12/2025**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux ) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association ADUNITI** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.



# Annexe libre

## PREAMBULE

### DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION

Le 25 juillet 2018 une Assemblée constitutive a délibéré sur la création de l' Association Loi 1901 ADUNITI, regroupant quatre associations, L'Union des Mutuelles Corse de Santé, l'Association LEIA, l'Association SCALINATA et l'UDAF de Haute-Corse, lesquelles ont décidé de conjuguer leurs forces associatives dans le champ des politiques publiques d'actions sociales et médico-sociales à destination des publics des champs de l'enfance, la famille, les personnes vulnérables, les personnes en situation de précarité, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et /ou dépendantes afin de répondre aux besoins du territoire.

L' Association fonde son action sur le respect du droit fondamental de la personne humaine d'assumer sa propre réalité et de participer à la vie sociale, et affirme son attachement notamment à :

- La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme,
- La Convention Internationale des Droits de l'Enfant adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 20 novembre 1989.

Les statuts ont été déposés à la Préfecture de Haute Corse le 1 août 2018.

L'objet de l'association est :

- Intervenir dans le champ de la prévention, de l'accueil, de l'accompagnement (santé, scolarité, formation professionnelle, hébergement, accès aux droits) et de l'insertion par le logement ou l'activité économique des publics vulnérables.
- Renforcer l'action partenariale.
- Promouvoir et développer la capacité d'intervention des associations adhérentes.
- Agir par tous les moyens auprès des acteurs pour mener à bien ces objectifs.
- Contribuer et promouvoir les réponses adaptées aux besoins des publics.
- Agir dans le domaine de la recherche, l'innovation et la formation.

### ADUNITI CISMONTE

1-Par Arrêté du 30 avril 2019 (N°19/157CE), le Président de la Collectivité de Corse, autorise l'Association ADUNITI CISMONTE, à créer le dispositif d'hébergement de mineurs non accompagnés en mode d'accueil diversifié de 25 places pour mineurs et jeunes majeurs à partir de 16 ans, à Bastia.

2-Cette mission a été effective dès juin 2019, par la mise à disposition de salariés, et de moyens par les associations adhérentes. Progressivement, des embauches ont été effectuées, du personnel mis à disposition a été intégré au dispositif.

3-Par Arrêté du 6 avril 2021 (N°21/1995CE), le Président de la Collectivité de Corse, autorise l'Association ADUNITI CISMONTE, à autoriser l'extension du dispositif d'hébergement de



## Annexe libre

mineurs non accompagnés en mode d'accueil diversifié de 8 places pour mineurs et jeunes majeurs à partir de 16 ans, à Bastia, portant le dispositif à 33 places.

4- Par arrêté du 24 avril 2024, le Président de la Collectivité de Corse autorise à l'association ADUNITI le renouvellement du dispositif d'hébergement de mineurs non accompagnés en mode d'accueil diversifié de Bastia pour une durée de 5 ans à compter de la date d'échéance de son autorisation initiale, soit jusqu'au 30 avril 2029

5-Depuis sa création l'activité de l'Association ADUNITI CISMONTA se limite au périmètre du dispositif ci-dessus énoncé, 39 jeunes ont été accueillis durant l'année 2025, pour un total de 11 010 journées.

### ADUNITI PUMONTE

Suite à l'appel à projet lancé par la collectivité de Corse pour la création d'un dispositif d'un d'accueil pour 17 jeunes mineurs non accompagnés sur Ajaccio, l'association ADUNITI et l'association la FALEP 2A se sont rapprochées pour proposer une réponse commune, l'une sécurisant les fonctions supports (notamment budgétaires et comptables) et l'autre apportant son expérience, ses compétences et son réseau dans la prise en charge de ce public spécifique. Il a alors été décidé que la FALEP 2A intègre l'association ADUNITI et que celle-ci réponde en son nom propre à l'appel à projets en valorisant les compétences de l'Association mandataire.

1- Par Arrêté N°20/935CE du Président du Conseil exécutif de Corse datant du 7 janvier 2020, l'Association mandante a été autorisée à créer un établissement relevant du dispositif d'accueil et d'hébergement des mineurs non accompagnés en mode d'accueil diversifié de 10 places pour mineurs et jeunes majeurs à partir de 16 ans, à AJACCIO.

ADUNITI, n'étant pas établie à Ajaccio, une convention de mandat a été établi entre ADUNITI (le mandant) et la FALEP 2A (le mandataire) qui a pour objet la définition des missions et prestations confiées à la FALEP 2A pour la mise en place du dispositif.

2- Par arrêté n° 2023-17255 en date du 18 décembre 2023, la Collectivité de Corse a étendu le nombre de places à 14.

3- Par arrêté du 3 janvier 2025, le Président de la Collectivité de Corse autorise à l'association ADUNITI le renouvellement du dispositif d'hébergement de mineurs non accompagnés en mode d'accueil diversifié d'Ajaccio pour une durée de 5 ans à compter de la date d'échéance de son autorisation initiale, soit jusqu'au 7 janvier 2030.

Depuis sa création l'activité de l'Association ADUNITI PUMONTE se limite au périmètre du dispositif ci-dessus énoncé, 20 jeunes ont été accueillis durant l'année 2025, pour un total de 4 827 journées.

## Annexe libre

Au 31 décembre 2025, les moyens humains, et immobiliers de l'Association sont :

-Personnel propre ADUNITI CISMONTÉ

3 Educatrices Spécialisées (temps plein), une Maitresse de Maison (temps plein) en arrêt maladie depuis le 11/12/2025, un comptable (0.5 ETP), une Maitresse de Maison en CDD de remplacement d'une salariée en maladie (temps plein), un administratif/comptable (0.25 ETP) et une psychologue (0.25 ETP).

-Personnel mis à disposition

-ADUNITI CISMONTÉ

Un directeur (0.60 ETP), un chef de service (0.40 ETP), mis à disposition par l'association LEIA

-ADUNITI PUMONTÉ

3 Educateurs (temps plein), deux administratifs (0.04 ETP), un chef de service (0.16 ETP), mis à disposition par l'association la FALEP 2A.

-Moyens immobiliers

-ADUNITI CISMONTÉ

L'association dispose en location auprès des bailleurs sociaux, de 15 appartements afin d'héberger les jeunes.

D'un local sis 5, rue Jean-Pierre GAFFORY, Immeuble le Vinci 20 600 BASTIA(Siège)

D'un local Immeuble TDF - Avenue Paul GIACOBBI, 20 600 BASTIA.

-ADUNITI PUMONTÉ

L'association dispose en location auprès des bailleurs privés, de 6 appartements afin d'héberger les jeunes et d'un local sis Immeuble le Louisiane, Bâtiment B, Rez-de-Chaussée, Rue Paul Colonna d'Istria, 20 090 AJACCIO.

Et de 3 appartements OPH, 20 000 AJACCIO.

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 528 301 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 173 856 E.



## Annexe libre

### EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'association ADUNITI a émis le souhait de transférer son autorisation du dispositif MNA (Arrêté du 30/04/2019 et 06/04/2021).

Les discussions en cours sur la cession d'autorisation d'ADUNITI concernent les activités pour son établissement du CISMONTÉ de la Haute Corse à LEIA et l'établissement du PUMONTÉ de la Corse du Sud à la FALEP

Les deux dossiers sont toujours en cours;

### PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général en particulier aux règlements de l'Autorité Nationale de Comptabilité (ANC) rappelées ci-dessous:

- le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels ;
- le règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels de personnes morales de droit privé à but non lucratif et le N°2020-08 qui est venu le compléter ;
- le règlement ANC N°2022-06 du 5 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général ;
- le règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant plusieurs règlements de l'ANC, en coordination avec le règlement ANC 2022-06.

Les nouvelles dispositions prévues par ces deux derniers règlements sont applicables pour la première fois aux comptes annuels de l'exercice couvrant la période du 01/01/25 au 31/12/25 et ne s'appliquent pas de manière rétroactive.

## Annexe libre

Les incidences financières et de présentation sont exposées ci-après:

Ancien compte	Libellé	Nouveau compte
153000	Prov.pension Oblig.sim.	152100
438701	IJ Tevini Sylvie	439701
641400	ICT	641188
671800	Autres charges exceptionnelles	658800
671810	Charges exercices antérieurs	Comptes de charges
771810	Produits exercices antérieurs	Comptes de produits
791000	Retenues sur cautions	708800
791000	IJ Mutex	641900
791000	Remboursements formations	758410

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

### PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

#### Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.



## Annexe libre

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine

### Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

### Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

### Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- Personnel en CDI
- Date d'entrée, date d'entrée dans la convention 66
- Prime = (Prime maximum/nbre d'année pour l'acquérir) X ancienneté acquise X espérance de vie.
- Charges= prime x taux de charge
- Taux d'actualisation = 3%, taux d'évolution des salaires = 2%.

### Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
Règlement ANC 2022-06							
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	29 476		3 150			32 626
	Matériel de transport	21 695					21 695
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	84 272		6 907		3 296	87 884
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	135 444		10 057		3 296	142 205
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A EIRE CEDES							
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	15 629		2 615		2 621	15 623
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15 629		2 615		2 621	15 623
TOTAL		151 073		12 672		5 917	157 828

## Amortissements

		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			14 182	2 360		16 542
	Matériel de transport			6 557	4 339		10 896
	Matériel de bureau, mobilier			73 294	8 399	3 295	78 398
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES				94 033	15 099	3 295	105 836
TOTAL				94 033	15 099	3 295	105 836



## Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	15 623	15 623	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	286	286	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	116 012	116 012	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	4 899	4 899	
	Charges constatées d'avance	6 218	6 218	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>		<b>143 038</b>	<b>143 038</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	24 930	24 930		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	19 287	19 287		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	29 204	29 204		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	457	457		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	70 202	70 202		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>144 081</b>	<b>144 081</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					





## Concours publics et subventions

31/12/2025	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics			1 325 364			1 325 364
Subventions d'exploitation						
Subventions d'investissement						
<b>TOTAL</b>			<b>1 325 364</b>			<b>1 325 364</b>

This image shows a completely blank white rectangular area enclosed within a thin black border. There are no markings, text, or illustrations present on the page.

## Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
HEBERGEMENT TARIF JOURNALIER	1 325 364		
<b>Totalisation</b>	<b>1 325 364</b>		

## AUTRES INFORMATIONS

### Répartition synthétique du résultat 2025 entre les deux établissements

	ADUNITI CISMONTÉ	ADUNITI PUMONTÉ	TOTAL ADUNITI
RESULTAT D'EXPLOITATION	127 893	44 383	172 275
RESULTAT FINANCIER	1 763	6	1 769
RESULTAT COURANT	129 655	44 389	174 045
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-189	0	-189
EXCEDENT OU DEFICIT	129 466	44 389	173 856

### Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à **18 997 euros**.

### Effectif moyen (ETP), durant l'exercice 2025

#### 1-CISMONTÉ

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	0,25	1
Non cadres	5,75	0
TOTAL	6,00	1

#### 2-PUMONTÉ

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	0	0,16
Non cadres	0	3,04
TOTAL	0	3,20

### Rémunération de la direction de l'association.

Il existe une Convention de mise à disposition entre L'association LEIA et l'Association ADUNITI pour le directeur de LEIA, M. Gambotti, pour 0,60 ETP.

Cette convention a été conclue pour la période du 01/02/2025 au 01/02/2026, renouvelable pour une durée à déterminer.

Dans le cadre de cette convention, il a été facturé à l'Association ADUNITI la somme de 66 645.94 €.

Monsieur Guelfucci fait l'objet d'une convention de mise à disposition entre LEIA et ADUNITI



en tant que chef de service pour 0.40 ETP. Cette convention a été conclue pour la période du 01/02/2025 au 01/02/2026, renouvelable pour une durée à déterminer.

Dans le cadre de cette convention, il a été facturé à l'association ADUNITI la somme de 37 214,44 €.

#### *Honoraires du commissaire aux comptes*

Le montant total des honoraires du commissaires aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes est de : 7 116 €

#### *Charges et produits constatés d'avance*

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	6 218	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	6 218	

#### *Produits et avoirs à recevoir*

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	
CREANCES Créances clients et comptes rattachés Autres créances (dont avoirs à recevoir) :	121 196
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	121 196

Dont (valeurs les plus significatives):

- 116 012 euros de subventions à recevoir
- 1 764 euros débiteurs créditeurs divers
- 1 486 euros remboursements de formations